



Le respect des agents qui nous ont élus pour être leurs représentants nous conduit à être présents en CTL et à participer au dialogue social. Une fois de plus, nous sommes seuls !

La séance est ouverte et nous donnons lecture de notre liminaire (texte en fin de compte-rendu).

Face aux directives de la DG qui impose à notre DDFIP des suppressions et restructurations de postes, nous nous opposons fermement à :

- La fusion des SIP et SIE Grenoble Chartreuse et Grésivaudan
- La fermeture des trésoreries de Rives et Pont de Beauvoisin
- Les transferts du recouvrement de l'impôt de la TM des Abrets vers le SIP de la Tour du Pin, de St Laurent du Pont Vers le SIP de Voiron, de Pont de Chérucy vers le SIP de l'Isle d'Abeau, et de Crémieu vers le SIP de Bourgoin Jallieu.

Sur le sujet du transfert de la gestion de deux établissements spécifiques du secteur hospitalier vers la Trésorerie de St Egrève, la spécialisation de ce type de travail nous conduit à nous abstenir.

Nous approuvons le transfert du recouvrement de l'impôt de la commune de St Maximin vers la Trésorerie d'Alleverd, cette demande émanant des élus.

La nouvelle organisation de l'intercommunalité dans le secteur de Condrieu, conduira au transfert du secteur public local et du secteur hospitalier à la Trésorerie de Vienne Agglomération au 1^{er} janvier 2019. Deux emplois seraient transférés. N'ayant qu'une vision incomplète du sujet, nous nous abstenons sur ce point.

La mise en place de l'accueil personnalisé sur rendez-vous a déjà été présentée lors du dernier CTL. Elle aura lieu au 15/06 pour le SIP Vienne et 01/07 pour les SIP et SIE de l'Isle d'Abeau, et le SIP La Mure. Nous nous abstenons sur ce point car la prise de rendez-vous par téléphone ou par internet est compliquée, son efficacité n'est pas encore démontrée.

Les travaux de rénovation sur le CFP de Vienne (montant des travaux : 2,5 M d'€) sont en phase de négociation. La Direction reste optimiste. Dans tous les cas, la réfection de la toiture est prévue d'ici la fin de l'année.

Pour le hall d'accueil de Rhin et Danube, des travaux d'ampleur de réorganisation et réfection sont prévus de décembre 2018 à mars 2019. Nous espérons que les longues files d'attente laisseront place à une attente plus convenable.

Le télétravail va être généralisé au 1^{er} septembre. Nous restons cependant dans l'attente des modalités d'application.

Compte-rendu rédigé par vos représentants : Antoine COUDREAU, Marie-Anne PARROT, Marie-Paule ROGOU, et Céline PONÇON en tant qu'experte.

Déclaration liminaire :

Monsieur le Directeur,

Cette année encore, vous vous retrouvez face aux représentants du personnel des Finances Publiques de l'Isère pour ce difficile exercice d'adaptation des structures du réseau : restructurer, fermer, tronçonner, recoller, diluer, liquider, gérer la pénurie...

Nous avons conscience que la tâche n'est pas facile et tout n'est pas à rejeter dans vos propositions, mais cette fuite en avant nous fait craindre le pire.

Une fois encore les agents vont devoir accepter, subir, bouger, se réorganiser et souvent laisser un peu d'eux-mêmes, de leur énergie, de leur sens du Service Public.

Bien sûr des considérations supérieures vous contraignent à prendre de telles décisions, mais quel est le sens premier de cette « adaptation » de notre administration des Finances Publiques ?

Adaptation : Aux technologies nouvelles ? Elle le fait avec efficacité depuis des décennies.

À de nouvelles stratégies ?

- Nous observons une stratégie de démantèlement progressif du Service Public dans notre administration, qui réfléchit rarement à long terme, un pas en avant, deux pas en arrière.
- Une stratégie d'exemplarité quand il s'agit de supprimer des postes, avec ses effets pervers car une administration des Finances performante fait rentrer de l'argent dans les caisses de l'État.
- Une stratégie d'abandon de l'équité fiscale en offrant petit à petit un Service Public minimum, habituant progressivement nos concitoyens et les collectivités à effectuer leurs démarches sans interlocuteur direct, déshumanisant un peu plus notre société.
- Une stratégie de relégation des citoyens les plus éloignés des pôles importants, et surtout des plus démunis face aux nouvelles technologies. D'ici peu ils renonceront à leurs démarches si tout est trop compliqué...

Nous, élus de la liste d'union CFDT, UNSA, CFTC ne pouvons approuver ni les objectifs ni les moyens de ce plan stratégique de liquidation aux Finances Publiques.